

Bruxelles, le 24 avril 2025
(OR. en)

8235/25
ADD 2

JAI 491
SCHENGEN 22
SCH-EVAL 25
FRONT 95
IXIM 79
MIGR 145
ASILE 34
ENFOPOL 121
COMIX 121
CORDROGUE 45
VISA 60
CH
IS
NO
LI

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Date de réception:	23 avril 2025
Destinataire:	Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de l'Union européenne

N° doc. Cion:	COM(2025) 185 final - ANNEX 2
Objet:	ANNEXE de la Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et Comité des régions Rapport 2025 sur la situation dans l'espace Schengen

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2025) 185 final - ANNEX 2.

p.j.: COM(2025) 185 final - ANNEX 2



Bruxelles, le 23.4.2025
COM(2025) 185 final

ANNEX 2

ANNEXE

de la

**Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au
Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions**

Rapport 2025 sur la situation dans l'espace Schengen

ANNEXE 2

Recueil des bonnes pratiques recensées dans le cadre du mécanisme d'évaluation et de contrôle Schengen

Le bon fonctionnement de l'espace Schengen dépend de l'application effective et efficace des règles de Schengen par les États membres. Le mécanisme d'évaluation et de contrôle Schengen est une garantie essentielle pour assurer la mise en œuvre adéquate de l'acquis de Schengen, qui permet non seulement de détecter en temps utile les vulnérabilités, mais aussi de recenser les bonnes pratiques et les solutions innovantes mises en place par les États membres.

Le recueil des bonnes pratiques accompagnant le rapport 2025 sur la situation dans l'espace Schengen en est à sa troisième édition depuis l'entrée en vigueur du nouveau règlement sur le mécanisme d'évaluation et de contrôle de Schengen. En tant que document évolutif, il englobe à la fois les bonnes pratiques recensées dans l'édition précédente du recueil, ainsi que les mesures nouvelles et innovantes recensées lors des évaluations qui ont eu lieu en 2024, qui améliorent sensiblement la mise en œuvre de règles communes et qui pourraient être mises en pratique par d'autres États membres.

Le recueil de bonnes pratiques rassemble un large éventail de bonnes pratiques couvrant plusieurs aspects de l'acquis de Schengen, notamment la gouvernance nationale de Schengen, la gestion des frontières extérieures, la politique des visas, les retours, ainsi que les mesures adoptées au sein de l'espace Schengen, par exemple en matière de frontières intérieures et de sécurité intérieure. Son objectif est de fournir des éléments pertinents sur les stratégies, outils et mesures innovants susceptibles d'aider les autorités des États membres à mettre en œuvre l'acquis de Schengen, et de faciliter le partage de connaissances entre pairs. Il convient d'encourager la poursuite des échanges de connaissances et d'expériences au sein des instances compétentes du Conseil afin de renforcer cet effort de collaboration. Le recueil sert à compléter, par de nouveaux éléments pertinents, les bonnes pratiques existantes décrites dans les recommandations ou manuels applicables de la Commission ou du Conseil.

Le présent recueil est explicatif et ne revêt pas de caractère juridiquement contraignant. Il s'agit d'une ressource précieuse pour les décideurs politiques, les agents des services répressifs et les autres parties prenantes chargées non seulement d'assurer le fonctionnement harmonieux et efficace de l'espace Schengen, mais aussi de soutenir d'éventuelles solutions aux fins de mesures correctives répondant aux futures recommandations proposées par les équipes d'évaluation. Il fait partie du rapport annuel prévu à l'article 25 du règlement (UE) 2022/922 du Conseil.

GOVERNANCE NATIONALE DE SCHENGEN

1. Stratégies nationales

Mise en œuvre de la gestion européenne intégrée des frontières (GEIF)

Gouvernance de la gestion intégrée des frontières à l'échelle nationale

- Le plan d'urgence comprend des procédures détaillées pour divers scénarios de crise potentiels et définit clairement les rôles et les responsabilités de toutes les autorités nationales concernées (y compris la police, les douanes, les forces armées et les services d'immigration), ainsi que des parties prenantes locales (comme les municipalités et les organisations non gouvernementales). Ces plans sont complétés par des procédures de demande et d'intégration de l'aide européenne. Plusieurs tests du cadre de planification des mesures d'urgence ont été réalisés, associant toutes les autorités nationales ayant des responsabilités en cas de crise. [*Finlande, 2023*]
- **La stratégie nationale de développement à long terme et le programme gouvernemental à court terme sur la sécurité intérieure comportent des priorités concernant la mise en œuvre de l'acquis de l'Union et de Schengen, ainsi que l'évolution de la coopération internationale en matière répressive. Les recommandations consécutives à l'évaluation de Schengen sont également couvertes par le programme. L'analyse et le rapport annuels garantissent une mise en œuvre et une application opérationnelle efficaces. Cette architecture stratégique nationale, qui relie les priorités de l'UE aux stratégies nationales, facilite l'efficacité de la mise en œuvre (ressources) et de l'application opérationnelle de l'acquis de l'Union et de Schengen de manière systématique.** [*Croatie, 2024*]
- Un document stratégique global oriente les efforts nationaux de mise en œuvre des règles de Schengen de 2021 à 2027, en s'alignant sur les normes européennes pour renforcer la coopération au titre de Schengen. Les pouvoirs publics, y compris divers services ministériels, jouent un rôle clé dans ce concept de gouvernance nationale de Schengen. Le plan de mise en œuvre de Schengen 2023 est le principal outil permettant d'atteindre ces objectifs dans les différents domaines du cadre Schengen. Le ministère de l'intérieur est chargé d'évaluer les progrès accomplis, de mettre à jour le concept et de rendre compte au gouvernement tous les deux ans, en utilisant des indicateurs et des calendriers pour mesurer les avancées et mettre les objectifs de la Tchéquie en conformité avec la stratégie nationale pour la gestion européenne intégrée des frontières. [*Tchéquie, 2024*]

Mécanisme de contrôle de la qualité

- Le ministère de l'intérieur a mis en place un mécanisme national d'évaluation des frontières extérieures, fondé sur les mécanismes européens et nationaux de contrôle de

la qualité. Il rassemble les recommandations du mécanisme d'évaluation de Schengen, de l'évaluation de la vulnérabilité de Frontex et des inspections d'évaluation nationales. Ces dernières comprennent une évaluation du système d'information Schengen/SIRENE et des questions de coopération policière. [Autriche, 2020]

- La gestion des frontières aux niveaux national et de l'UE devrait être systématiquement soumise à l'application du mécanisme européen de contrôle de la qualité couvrant l'ensemble du champ d'application de la GEIF. Le mécanisme national permanent de contrôle de la qualité comprend une réserve d'évaluateurs nationaux, qui sont formés dans le cadre des cours pour évaluateurs Schengen de Frontex. [Évaluation thématique des stratégies nationales de GIF, 2020]

Coopération interservices

- Une coordination et une coopération interservices formalisées, étroites et efficaces entre les différentes autorités nationales aux niveaux central, régional et local sont considérées comme indispensables au bon fonctionnement des systèmes de gestion intégrée des frontières. Des unités de garde-frontières sont déployées dans les eaux territoriales et sur le territoire des pays tiers concernés, assurant des patrouilles communes permanentes par voies maritime et aérienne, à bord des navires et des avions de l'État membre, assistées de moyens électroniques tels que le système intégré de surveillance extérieure (SIVE). [Évaluation thématique des stratégies nationales de GIF, 2020]
- Le partage interservices d'informations en matière de renseignement par l'intermédiaire de la même plateforme contribue à dresser un tableau commun structuré qui améliore la qualité du partage d'informations et aide les principales parties prenantes à mener à bien leur mission institutionnelle, en évitant les doubles emplois. [Estonie, 2023]
- Création d'une cellule commune d'enquête associant d'autres autorités répressives nationales et cinq autres États membres de l'UE concernés par les flux migratoires, ainsi qu'Europol et Frontex. Cela a permis un échange d'informations efficace et rapide, donc une réaction rapide, et, par voie de conséquence, la prise de mesures efficaces pour ralentir les flux migratoires et mener des actions contre les passeurs. La collecte de renseignements criminels et d'informations de source ouverte et leur concentration au sein de cette cellule ainsi que la vérification croisée des personnes ont fait de la cellule commune d'enquête une plateforme opérationnelle à la frontière extérieure, qui soutient la gestion globale du phénomène migratoire. [Lituanie, 2023]

2. Capacités nationales

Formation

Coopération avec le CEPOL

- La participation coordonnée et active à la formation des services répressifs européens fait partie intégrante de la coopération interservices au sein de la structure de gouvernance permanente de la police, de la Douane et de la Garde-frontières. Les besoins de formation sont régulièrement examinés non seulement par le Collège universitaire de la police nationale, mais aussi en coopération constante avec les institutions de formation de la Garde-frontières et de la Douane. La participation aux cours du CEPOL est élevée et l'accès à la plateforme d'apprentissage en ligne LEED du CEPOL est accordé à un grand nombre d'agents des services répressifs. Les formations du CEPOL sont incluses dans les plans annuels de formation de la police nationale, de la Douane et de la Garde-frontières et, sous la coordination du Collège universitaire de la police nationale, les places disponibles aux formations du CEPOL sont réparties entre les services répressifs en fonction de leurs besoins et de leurs compétences. En outre, les informations concernant les possibilités de formation du CEPOL sont facilement accessibles sur l'intranet de la police, de la Douane et de la garde-frontières. [*Finlande, 2023*]

Retours

- Accord avec une compagnie aérienne afin d'utiliser régulièrement des avions et des simulateurs pour former l'équipe chargée des escortes pour les opérations de retour, non seulement d'un point de vue opérationnel, mais aussi pour simuler des situations d'urgence susceptibles de se produire pendant les opérations de retour, comme des incendies. [*Finlande, 2023*]

Bureau SIRENE

- Le bureau SIRENE du bureau national d'enquête a créé une formation nationale en ligne axée sur le système d'information Schengen renouvelé. Le cours contient des vérifications théoriques du matériel et des connaissances. Le programme de formation en ligne est obligatoire pour les agents de police, les garde-frontières et les agents des douanes, et l'achèvement du cours fait l'objet d'un contrôle et d'un suivi. [*Finlande, 2023*]
- Création d'un centre de formation de pointe dans les locaux du bureau SIRENE, qui offre des possibilités de formation pratique complètes à tous les utilisateurs finaux de tous les services répressifs nationaux. Les activités pédagogiques comprennent des sessions pratiques dans des laboratoires informatiques et la mise à disposition de plateformes d'apprentissage en ligne, y compris l'intranet de la police et les cours du CEPOL, en rapport avec l'apprentissage à distance du système d'information Schengen. L'Académie de police coopère régulièrement avec les services compétents de la police, les universités locales et les organisations non gouvernementales afin de veiller à ce que des mises à jour régulières soient incluses dans le programme de formation, y compris dans le domaine de la coopération policière internationale et des questions Schengen. Un ensemble complet de manuels contenant toutes les informations pertinentes sur le système d'information Schengen, le système automatisé d'identification des empreintes

digitales et les questions SIRENE pour chaque autorité nationale compétente et chaque service de police est disponible par l'intermédiaire des bibliothèques électroniques sur l'intranet de la police. [Chypre, 2023]

- Le système informatique national enregistre des informations et des documents concernant les ressortissants de pays tiers faisant l'objet d'un retour, ce qui permet d'obtenir une image complète de leur situation. Le bureau SIRENE est chargé de convertir directement, dans les systèmes des autorités chargées de la migration, les signalements nationaux concernant un retour en signalements aux fins de non-admission et d'interdiction de séjour dès réception des formulaires SIRENE «R-A» d'autres États membres relatifs à des signalements nationaux. La même procédure peut être appliquée par les garde-frontières lorsque la personne faisant l'objet d'un signalement concernant un retour se trouve à la sortie hors du territoire de l'UE. [Estonie, 2023]
- **Le bureau national SIRENE a mis en œuvre une remarquable pratique de formation sur des sujets liés au SIS, en proposant des supports tels que des affiches, des manuels et des podcasts afin que le SIS soit mieux connu et davantage utilisé au niveau national. Des formateurs sont disponibles pour des sessions à la demande et du matériel a été distribué à toutes les autorités nationales compétentes.** [Tchéquie, 2024]

Formations conjointes avec d'autres États membres

- L'État membre a adopté le concept de formation conjointe avec les services de police des pays voisins afin d'améliorer la coopération dans les zones frontalières. Les formations conjointes d'autres services répressifs avec des homologues étrangers découlent, par exemple, des travaux du comité de coopération bilatéral. Des formations conjointes sont également organisées par le Centre de coopération policière et douanière. [Allemagne, 2020; Espagne, 2022]

Protection des données

- Une formation bien développée en matière de protection des données à l'intention du personnel expatrié aux postes consulaires et une formation à la protection des données sont organisées en coopération avec le délégué à la protection des données du ministère des affaires étrangères et avec l'autorité chargée de la protection des données. [Tchéquie, 2019]
- Le contrôleur de la section nationale du système d'information Schengen (N.SIS) a mis au point un vaste concept de formation qui comprend, en particulier, la mise à disposition de modules d'apprentissage en ligne et une stratégie globale de formation à l'intention des nouveaux membres du personnel. [Pays-Bas, 2021]
- Une formation complète sur les exigences en matière de protection des données liées au système d'information Schengen est organisée par le délégué à la protection des données et dispensée au personnel de la section nationale du système d'information Schengen et

du bureau SIRENE ainsi qu'aux utilisateurs finaux, notamment en ce qui concerne les efforts de sensibilisation. [Italie, 2021]

- La formation et la sensibilisation du personnel du ministère des affaires étrangères aux exigences en matière de protection des données dans le cadre de la procédure de délivrance des visas et du système d'information sur les visas, y compris la participation active du bureau du délégué à la protection des données (DPD), à l'intention des utilisateurs finaux, en particulier du personnel consulaire avant leur détachement dans les ambassades/consulats. [Grèce, 2021]
- **Le délégué à la protection des données du ministère des affaires étrangères distribue un manuel sur le traitement et la protection des données à caractère personnel à tous les utilisateurs finaux du système d'information sur les visas. Le guide est concis et facile à utiliser.** [Tchéquie, 2024]
- **Formation du personnel à la protection des données dans les systèmes d'information à grande échelle par l'organisation de séances régulières en ligne et en présentiel, y compris des cours de «formation des formateurs» afin d'en optimiser la portée et de promouvoir une culture de la protection des données. Les délégués à la protection des données des différentes autorités jouent un rôle clé dans l'organisation et la conduite de ces formations.** [Pologne, 2024]

Formation en ligne

- **Formation régulière instituée à tous les points de passage frontaliers, de sorte que les garde-frontières sont en apprentissage constant et possèdent des connaissances à jour sur les procédures de vérification aux frontières. La formation en ligne consiste en des tests quotidiens auxquels les garde-frontières doivent se soumettre pendant leur service. Il existe une réserve de 200 questions à choix multiple, dont dix sont attribuées chaque jour de manière aléatoire aux garde-frontières en service. Les questions portent également sur les bases juridiques, la manipulation des équipements et la protection des données. Le chef d'équipe vérifie les résultats et, en fonction des lacunes recensées dans la connaissance par les garde-frontières de certains sujets, des formations ciblées mensuelles sont organisées sur ces sujets.** [Hongrie, 2024]

Droits fondamentaux

- **Les autorités nationales disposent d'outils en ligne de remise à niveau des connaissances à l'intention des garde-frontières, avec des cours obligatoires et facultatifs. En complément de ces plateformes, une plateforme en ligne d'entretien des connaissances est développée et utilisée, qui est axée uniquement sur les droits fondamentaux dans le cadre du contrôle aux frontières et des retours. La plateforme est fondée sur le manuel de cours 2019 de Frontex à l'intention des formateurs en droits fondamentaux; accessible au public, bien structurée et**

conviviale, elle relie les normes et garanties en matière de droits fondamentaux aux scénarios de contrôle aux frontières. [Croatie, 2024]

Équipement

Appareils mobiles

- Des appareils mobiles ont été déployés pour permettre aux patrouilleurs d'accéder aux bases de données pertinentes au moyen d'une application mobile. Des appareils mobiles, à la fois conviviaux et puissants, peuvent lire les plaques d'immatriculation des véhicules ainsi que la zone de lecture automatique (ZLA) des documents d'identité. Ils sont également dotés de fonctions de reconnaissance faciale (c'est-à-dire qu'ils peuvent envoyer des photographies à une base de données centrale à des fins de reconnaissance faciale). [Hongrie, 2019]
- Tous les policiers possédant le profil requis ont été équipés de smartphones disposant d'un accès direct aux bases de données (inter)nationales et d'une application de communication sécurisée. Les agents de la police nationale utilisent une solution mobile pour travailler en dehors du bureau. Grâce aux appareils mobiles (tablettes, smartphones et ordinateurs portables), chaque policier en opérations peut interroger les bases de données (inter)nationales (documents d'identité, plaques d'immatriculation et éléments biométriques). Les objets, tels que les plaques d'immatriculation, qui sont scannés à l'aide du smartphone, font immédiatement l'objet d'une vérification dans la base de données centrale. [Pays-Bas, 2021]

Documents permettant de vérifier les conditions d'entrée

- **Les garde-frontières situés en première ligne à l'aéroport international ont la possibilité d'utiliser un formulaire reprenant les questions qui doivent être posées pour établir si la plupart des conditions d'entrée énoncées à l'article 6, paragraphe 1, du code frontières Schengen sont remplies. Le questionnaire facilite la vérification des conditions d'entrée auprès des ressortissants de pays tiers, améliore la communication entre les agents de la police des frontières et les voyageurs et permet de surmonter d'éventuelles barrières linguistiques. Le formulaire est disponible en 28 langues qui correspondent à celles parlées par les voyageurs du trafic international à l'aéroport, comme le chinois, le coréen, le russe, l'ukrainien et l'albanais; il est utilisé pour faciliter la vérification des conditions d'entrée lorsque les passagers et les garde-frontières ne parviennent pas à communiquer. Il ne faut que peu de temps au ressortissant de pays tiers pour remplir le formulaire et la procédure n'a pas d'incidence sur les délais d'attente aux frontières. [Hongrie, 2024]**

3. Systèmes d'information à grande échelle

Applications nationales

Signalements et recherches

- L'autorité émettrice/requérante est automatiquement informée au moyen d'une notification automatique par courrier électronique de toute création, mise à jour ou suppression d'un signalement par le bureau SIRENE à l'aide de l'application nationale. Cela simplifie la procédure, réduit la charge de travail et améliore l'échange d'informations entre les différentes autorités concernées. [*Hongrie, 2019*]
- L'État membre reçoit les données relatives à tous les passagers des vols en provenance de pays tiers, ces données sont compilées par le centre de ciblage des frontières et sont traitées automatiquement par le système national d'information préalable sur les passagers (API). Le système API se compose de bases de données nationales, de «listes de vigilance», de profils fondés sur l'analyse des risques, du système d'information Schengen et de la base de données sur les documents de voyage volés ou perdus (SLTD). En cas de concordance, les opérateurs ont accès à plusieurs bases de données et recourent à l'application nationale pour vérifier cette concordance et obtenir davantage d'informations sur le signalement (photographies, empreintes digitales, informations supplémentaires sur la «conduite à tenir», etc.). En même temps que la réponse positive s'affichent les identifiants, les «motifs de la demande» et la «conduite à tenir». Les données concernant le suspect et les informations relatives à son vol sont transmises à l'aéroport ou au port maritime concerné, qui est chargé d'interpeller le suspect. [*Pays-Bas, 2021*]
- Outre les propriétaires d'armes à feu, les importateurs et les armuriers doivent, eux aussi, faire enregistrer toutes leurs armes à feu importées dans le registre de la police, les mêmes recherches automatisées étant effectuées. Depuis août 2022, il est devenu obligatoire de télécharger des photos des armes à feu indiquant tous les marquages et numéros de série disponibles. Cette obligation permet de veiller à ce que les photographies puissent être jointes aux signalements en cas d'introduction d'une arme dans le système d'information Schengen. [*Lituanie, 2023*]
- **Processus de création de signalements facile à utiliser, présentant une automatisation élevée pour les signalements nationaux concernant les citoyens (nationaux). Il consiste en l'importation automatique des données des registres nationaux, photographies comprises. Ces données sont directement transférées aux signalements du système d'information Schengen lorsque ceux-ci sont créés.** [*Croatie, 2024*]
- **L'autorité douanière nationale dispose d'un système de recherche automatisé pour vérifier dans le système d'information Schengen, à l'aide des numéros NIV, les déclarations en douane des véhicules.** [*Croatie, 2024*]

- **Les mises à jour proactives de signalements de personnes créés antérieurement par l'ajout de la description de leur document d'identité augmentent la probabilité de trouver un signalement au cours des recherches.** [*Croatie, 2024*]

Communication d'une réponse positive

- Plusieurs pratiques sont utilisées pour notifier automatiquement une réponse positive au bureau SIRENE. En particulier:
 - Les informations relatives à une réponse positive s'affichent sur les écrans de l'agent de deuxième ligne dès leur enregistrement en première ligne. Les garde-frontières du bureau SIRENE reçoivent également des informations sur les réponses positives via l'application des garde-frontières. [*Pologne, 2015*]
 - Lorsque l'agence nationale pour les véhicules routiers obtient une réponse positive, le bureau SIRENE reçoit une notification automatique par courrier électronique. Cela permet à l'opérateur SIRENE de vérifier la réponse positive et de prendre contact avec l'agence si celle-ci n'a pas pris l'initiative. [*Luxembourg, 2016*]
 - L'application de contrôle aux frontières possède une fonction de dialogue direct («*chat*») avec le gestionnaire du dossier au sein du bureau SIRENE, ce qui permet un contact direct immédiat avec le bureau SIRENE en cas d'envoi d'un formulaire interne réservé à la communication des réponses positives. [*Croatie, 2018*]
- À l'aéroport, les garde-frontières ont instauré une procédure efficace de suivi des réponses positives aux signalements aux fins de «*contrôle discret*» en coopération avec les agents des douanes. Lorsque les garde-frontières constatent dans le système d'information Schengen qu'un passager fait l'objet d'une demande de contrôle discret, ils le notifient discrètement aux agents des douanes. [*France, 2021*]
- L'application nationale fournit aux utilisateurs finaux le formulaire de notification des réponses positives dans le système d'information Schengen, accompagné d'un modèle prérempli qui extrait du signalement toutes les données disponibles. Les utilisateurs finaux remplissent les champs correspondant aux réponses positives et envoient le formulaire de notification directement au bureau SIRENE; le message électronique reçu comprend un format HTML, qui peut être directement converti en un formulaire SIRENE. Les questions relatives aux contrôles d'investigation sont préremplies dans le formulaire de notification des réponses positives. Cela garantit un très bon niveau de qualité des données et la notification des réponses positives en temps réel. [*Lituanie, 2023*]
- Une procédure efficace a été instituée pour notifier le fait qu'une personne faisant l'objet d'une décision de retour et d'un signalement concernant un retour a quitté l'espace Schengen. Dans ce cas, l'autorité chargée du contrôle aux frontières qui a obtenu la réponse positive enregistre directement le départ dans l'application utilisée par le service des migrations. Le bureau SIRENE supprime le signalement concernant un retour et introduit le signalement aux fins de non-admission en dehors des heures de bureau lorsque les informations relatives au départ sont transmises par un autre État membre de

l'espace Schengen ou par des ambassades ou consulats nationaux. En cas de retour forcé, les unités de police locales qui ont exécuté le retour forcé l'enregistrent aussi directement dans le système. Cette procédure garantit une gestion efficace de la politique de retour au niveau national et permet également de veiller à ce que le signalement aux fins de non-admission soit introduit dans le système d'information Schengen sans retard lorsque la décision de retour est assortie d'une interdiction d'entrée. [*Finlande, 2023*]

- **Communication des réponses positives grâce à un dispositif automatisé et facile d'utilisation entre la première et la deuxième ligne à certains points de passage frontaliers. En cas de réponse positive, l'agent de première ligne a la possibilité d'envoyer les informations relatives à la réponse positive de la première ligne directement à la deuxième ligne. Par la suite, une notification de couleur rouge sera visible en deuxième ligne. En cas de réponse positive concernant des personnes aux fins d'un contrôle discret, la première ligne recueille discrètement les informations disponibles et joint en outre des captures d'écran du passeport/de la carte d'identité/du certificat d'immatriculation. Ces informations seront automatiquement envoyées à la deuxième ligne, tandis qu'un formulaire réservé à la communication des réponses positives sera rempli et envoyé à SIRENE. [*Hongrie, 2024*]**
- **Dès réception d'un formulaire national réservé à la communication de réponses positives concernant un signalement étranger introduit dans le système d'information Schengen, le système SIRENE de gestion des dossiers transfère automatiquement les données déjà en anglais dans les formulaires SIRENE G, H ou R en fonction de la catégorie du signalement. La saisie manuelle nécessaire avant l'envoi du formulaire aux autres bureaux SIRENE est minimale. Lorsque le bureau SIRENE reçoit un formulaire SIRENE «R-A» relatif à un signalement national concernant un retour, le formulaire est automatiquement transféré du système de gestion à une base de données utilisée par les services de la police des frontières et des étrangers. Le signalement y est ensuite converti automatiquement selon les besoins ou supprimé si la décision de retour n'est pas assortie d'une interdiction d'entrée. Le même processus s'applique aux formulaires SIRENE «R-B» ou «R-E» reçus. Les formulaires réservés à la communication des réponses positives et les signalements sont traités en temps utile. Pour les réponses positives nationales à des signalements concernant des personnes disparues, le formulaire national réservé à la communication des réponses positives comprend un champ obligatoire relatif au consentement au partage des informations de localisation avec la personne déposant la déclaration de personne disparue. [*Slovaquie, 2024*]**

Création de signalements

- Un message d'avertissement a été créé dans le flux SIRENE pour rappeler aux autorités la nécessité d'insérer des éléments biométriques lorsqu'ils sont disponibles lors de la création d'un signalement dans le SIS. [*Pays-Bas, 2021*]
- Niveau élevé de qualité des données et automatisation concernant deux processus du registre des personnes recherchées. Premièrement, lorsqu'un signalement concernant un ressortissant national est créé, le registre vérifie automatiquement s'il existe un véhicule ou une arme à feu enregistrés dans les bases de données nationales au nom de cette personne et offre automatiquement à l'utilisateur final la possibilité d'inclure l'objet en tant qu'extension du signalement, ce qui doit être confirmé par l'utilisateur final. Deuxièmement, lors de l'introduction d'un signalement concernant un résident, le registre préremplit le signalement et y importe les données alphanumériques (y compris les informations du document d'identité) provenant des registres nationaux (la photographie du document d'identité n'est pas téléchargée automatiquement, mais ajoutée manuellement, lorsqu'elle est disponible). En outre, lorsqu'est créé un signalement concernant un retour dans l'application nationale pour une personne dont les informations à caractère personnel figurent dans les registres nationaux, l'application nationale importe aussi dans le signalement les données alphanumériques et biométriques (y compris la copie du document d'identité, lorsqu'elle est disponible). [*Lituanie, 2023*]
- **Préremplissage automatique des données dans les signalements. Lors de l'introduction d'un signalement concernant un résident national dans le système d'enregistrement des mandats, le registre préremplit le signalement et y importe les données alphanumériques et la photographie de la personne faisant l'objet du signalement qui proviennent du registre national pertinent.** [*Hongrie, 2024*]

Échange d'informations

- **Lorsqu'un signalement national concernant une personne portée disparue est introduit dans le système d'information Schengen, le bureau SIRENE national reçoit un formulaire SIRENE C généré automatiquement. Ce formulaire, qui contient toutes les informations supplémentaires pertinentes, peut être transmis directement aux autres bureaux SIRENE par le bureau SIRENE national. La génération automatique de formulaires SIRENE C pour les signalements relevant de l'article 32 permet une transmission rapide des données afin d'aider d'autres États membres dans les cas d'urgence.** [*Irlande, 2024*]

Systemes nationaux du SIS et du VIS et systemes d'information

- Le centre d'operations de securite surveille la securite, au niveau de l'utilisateur, de l'ensemble du reseau de la police, en detectant les anomalies qui pourraient etre l'indication d'eventuelles attaques. Lorsque le centre d'operations de securite detecte une utilisation suspecte, il est tenu d'intervenir pour verifier l'anomalie eventuelle. Le suivi actif des «comportements atypiques» des utilisateurs finaux effectuant des requetes permet de deceler des signes d'utilisation abusive du systeme d'information Schengen et de prevenir d'eventuels risques en matiere de securite des donnees. [*Pays-Bas, 2021*]
- Dans le systeme d'information national sur les visas, les demandes urgentes (par exemple, lorsqu'un demandeur doit voyager tres peu de temps apres avoir depose sa demande, comme dans le cas de l'hospitalisation d'un membre de sa famille proche) sont mises en evidence de maniere permanente. Les demandes urgentes sont par consequent faciles a repérer et il est aisé de leur accorder un traitement prioritaire. [*Malte, 2022*]
- Les rapports mensuels sur la qualite des donnees produits par l'eu-LISA sont reçus au bureau national du systeme d'information Schengen et font ensuite l'objet d'un filtrage préalable afin que soient uniquement conservés les signalements que le bureau SIRENE doit verifier et/ou transmettre aux utilisateurs finaux qui ont cree le signalement en question. La verification a deux niveaux des erreurs eventuelles garantit dans une large mesure la bonne qualite des donnees introduites par les autorites dans le systeme d'information Schengen. [*Lituanie, 2023*]
- L'application du systeme national d'information Schengen affiche de maniere bien visible les mentions «Communication immediate» et «Usurpation d'identite», en plaçant en haut du signalement le texte surligné en lettres rouges. Cet affichage permet à l'utilisateur final d'avoir immediatement connaissance de la situation pour ce qui est de l'urgence, de la complexite et de la sensibilite du signalement. [*Chypre, 2023*]
- L'infrastructure informatique de traitement des visas facilite considerablement l'introduction et l'examen des demandes de visa de maniere securisee, limitant ainsi la dependance à l'egard du prestataire de services exterieur en ce qui concerne la gestion et le controle des systemes. Premièrement, un formulaire de demande de visa en ligne est disponible sur le site web du ministere des affaires etrangeres et utilise dans environ 80 % des demandes de visa; il existe également un «guide» contenant des explications utiles, dans de nombreuses langues, sur les donnees devant etre inserees dans les differents champs. À la fin de la procedure, il est possible de generer une liste de controle des pieces justificatives necessaires en fonction du lieu d'introduction de la demande et de l'objet du voyage. Deuxièmement, un systeme de saisie des donnees a ete mis au point pour le prestataire de services exterieur afin d'enregistrer les demandes et de les associer aux donnees biométriques et aux documents justificatifs scannes; ce systeme est entierement gere par les autorites nationales. Enfin, le systeme «central» de traitement des demandes destine à l'examen des demandes et à la prise de decision

comporte une interface intuitive et conviviale, qui permet aux instances décisionnelles de prendre facilement contact avec les consulats, les prestataires de services extérieurs, les garde-frontières et la police en ce qui concerne une demande donnée. Le VIS Mail est intégré dans le système d'une manière conviviale et le système dispose de divers outils analytiques et statistiques. La fonction de gestion et de contrôle des registres d'accès que comprend le système informe l'équipe d'assistance du ministère de toute activité inhabituelle des utilisateurs traitant des données. [*Finlande, 2023*]

- **Procédure normalisée de capture des photographies de ressortissants de pays tiers dans le registre de la politique des étrangers conformément aux normes de l'OACI. Cette procédure permet d'obtenir des photographies de qualité et facilite l'identification des personnes faisant l'objet de signalements nationaux concernant un retour et de signalements aux fins de non-admission.** [*Hongrie, 2024*]
- **Vérifications automatisées des empreintes digitales effectuées sur la base d'une analyse des risques en matière de criminalité et d'immigration, en plus de l'établissement de l'identité des personnes et de la confirmation des réponses positives.** [*Hongrie, 2024*]
- **Il existe un processus bien planifié et documenté pour assurer la continuité des activités dans les centres de données. Des configurations identiques sont utilisées pour les environnements de développement, de préproduction et de production et il existe un site secondaire géo-redondant hautement sécurisé. Les systèmes d'alimentation électrique sans coupure, de restauration des données sauvegardées et de commutation automatique entre le centre de données principal et le site de secours sont régulièrement testés. La documentation relative à la sécurité de l'information est régulièrement révisée et mise à jour; des audits internes sont effectués à intervalles réguliers.** [*Slovaquie, 2024*]
- **Le système de gestion des dossiers du bureau SIRENE comprend un outil solide de production de rapports statistiques, permettant de disposer de rapports détaillés par poste de police et point de passage frontalier fondés sur les formulaires internes réservés à la communication des réponses positives. Les statistiques peuvent être filtrées selon divers paramètres, tels que le type d'infraction, ce qui permet de contrôler l'utilisation qui est faite du système d'information Schengen à l'échelle du pays et de rendre compte à l'eu-LISA.** [*Croatie, 2024*]
- **Dans les situations où l'accès direct au système d'information Schengen n'est pas disponible, les utilisateurs finaux peuvent prendre contact avec l'autorité technique centrale par télécopieur ou par courrier électronique afin de gérer les signalements via le canal de communication web en mode d'urgence. Des procédures nationales claires établissent des critères minimaux et des modèles pour ce processus, qui permettent d'assurer la disponibilité ininterrompue de toutes les fonctionnalités du système d'information Schengen pour les utilisateurs finaux.** [*Pologne, 2024*]

Exigences en matière de protection des données dans le cadre du système national d'information Schengen (N.SIS)

- Les autorités chargées de la gestion du N.SIS acceptent les demandes présentées par les personnes concernées dans des langues autres que la langue des États membres. [*Lituanie, 2018*]
- Le délégué à la protection des données du responsable du traitement des N.SIS a instauré une politique globale de notification des violations de données, comprenant des procédures, des outils et des instructions à l'intention du personnel. [*Allemagne, 2020; Norvège, 2022*]
- Le contrôle de la protection des données à caractère personnel est organisé selon une structure décentralisée, dans laquelle chaque unité de police compte des personnes de contact pour les questions relatives à la protection des données, tandis que deux délégués à la protection des données (DPD) sont chargés de la surveillance générale. [*Pays-Bas, 2021*]
- Le délégué à la protection des données est chargé de la gestion de la vulnérabilité, de la coordination de l'activité d'évaluation de la vulnérabilité et de l'évaluation et de l'audit des risques; il/elle coopère avec le responsable du traitement des données de manière proactive et collaborative, par exemple en ce qui concerne le projet de réalisation d'un centre d'opérations de cybersécurité permettant une gestion rapide et efficace des incidents. [*Italie, 2021*]
- La gestion des autorisations des utilisateurs par la direction de la police nationale empêche l'accès non autorisé aux données à caractère personnel. Outre les cas dans lesquels le poste ou les tâches changent, le supérieur hiérarchique de l'utilisateur contrôle et évalue chaque année que les autorisations d'utilisateur des subordonnés sont appropriées et, si nécessaire, il lance une procédure interne pour les mettre à jour. Le coordonnateur du système responsable doit vérifier chaque année que les droits d'utilisation accordés aux groupes de parties prenantes et aux personnes externes sont appropriés et mis à jour. [*Finlande, 2023*]
- **Le nouvel outil de gestion des informations et des événements de sécurité (SIEM) est utilisé comme outil d'analyse des journaux, ce qui améliore considérablement la détection des anomalies et d'une utilisation abusive potentielle du système d'information Schengen. La vulnérabilité du système s'en trouve réduite.** [*Suède, 2022*]
- **Fourniture proactive par la police aéroportuaire d'informations sur les droits des personnes concernées. Un lien est fourni vers le portail de protection des données de la police au moyen de codes QR, qui sont placés de manière visible en première et en deuxième lignes aux points de passage frontaliers.** [*Hongrie, 2024*]

Exigences en matière de protection des données dans le cadre de la procédure de délivrance des visas et/ou du système d'information sur les visas

- Le responsable du traitement du N.VIS déploie une grande activité en ce qui concerne le contrôle des consulats et du prestataire de services extérieur, y compris pour ce qui est des questions de sécurité et de protection des données. En particulier, une série d'audits internes ont été réalisés ces dernières années par le contrôleur du N.VIS. [*Espagne, 2017; Italie, 2021*]
- Le délégué à la protection des données du ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération participe aux inspections du ministère sur la procédure de délivrance des visas et est aussi en général étroitement associé à de nombreux aspects de la procédure de délivrance des visas relatifs à la protection des données. [*Espagne, 2022*]
- Contrôle approfondi des registres d'accès effectué au moyen d'un outil logiciel automatisé pour détecter les incidents dans les fichiers journaux. [*Danemark, 2022; Suède, 2022*]
- La solution de gestion des informations et des événements de sécurité (SIEM) mise en œuvre dans le système informatique du ministère des affaires étrangères est conçue avec de nombreuses règles prédéfinies qui déclenchent des alertes et informent par courrier électronique l'équipe d'assistance du système VISA du ministère en cas d'activité inhabituelle d'utilisateurs traitant des données dans le système central d'information sur les visas (C-VIS). Étant donné que le système VISA (le système central national de traitement des demandes destiné à l'examen des demandes et à la prise de décision) enregistre toutes les opérations de traitement de données dans le système VISA et dans le C-VIS par toutes les autorités utilisatrices finales disposant de droits d'accès, le contrôle des registres d'accès inclut également toutes ces autorités. L'équipe chargée de la protection des données du ministère dispose d'une procédure bien établie pour évaluer les violations de données et les mesures supplémentaires à prendre, y compris le délai de notification à l'autorité de protection des données. [*Finlande, 2023*]

Bureau SIRENE

Procédures SIRENE

- Le bureau du procureur dispose d'un bureau de permanence qui est disponible 24h/24 et 7j/7 pour connaître des saisines émanant du bureau SIRENE. [*Danemark, 2017*]
- Participation du personnel SIRENE aux activités sur le terrain pendant les opérations de police à grande échelle. [*Suisse, 2018*]
- Il existe un système permettant de transmettre les empreintes digitales du système d'information Schengen au système automatisé d'identification des empreintes digitales national par l'intermédiaire du système de gestion des flux SIRENE, et d'obtenir

automatiquement des réponses positives ou négatives («hit/no hit»). Ce processus n'est lancé que lorsqu'un dossier est créé dans le système de gestion des flux SIRENE. Conformément à la législation, il n'implique pas le stockage, dans l'AFIS national, des empreintes digitales provenant du SIS. [Irlande, 2021]

- Toutes les autorités concernées par le réseau sécurisé interne de la police disposent de leur compte de messagerie officiel spécial, utilisé pour échanger des informations. Tous les rapports d'incidents établis par la police sont visibles par tous les bureaux disposant de comptes de messagerie spéciaux, y compris les agents SIRENE qui effectuent des recherches proactives dans les bases de données disponibles, dont le SIS, concernant tous les citoyens de l'UE et les ressortissants de pays tiers impliqués dans les incidents rapportés. À la suite de ces recherches, en cas de correspondance positive, le bureau SIRENE prend immédiatement contact avec le poste de police chargé de l'affaire (celui qui a rapporté l'incident) et demande que des mesures supplémentaires soient prises à l'égard de la personne faisant l'objet du signalement. L'approche proactive mise au point par le bureau SIRENE garantit qu'aucune réponse positive n'est manquée lors des recherches effectuées dans le SIS. [Chypre, 2023]

Système de gestion des flux SIRENE

- Dans les applications de gestion des dossiers, en cas de réponse positive à un signalement contenant des alias, des usurpations d'identité et/ou des liens, une fenêtre apparaît et met en évidence la présence de ces informations pertinentes. Cette notification permet de résoudre efficacement l'un des problèmes les plus fréquents qui touchent les solutions de recherche dans les différents États membres, à savoir la difficulté de rendre ces informations visibles pour l'utilisateur final. [Hongrie, 2019]
- Le système de gestion des flux SIRENE vérifie automatiquement tous les messages entrants provenant de tous les canaux internationaux (y compris les formulaires SIRENE), en utilisant des mots-clés prédéfinis. Les données à caractère personnel figurant dans les formulaires sont automatiquement vérifiées dans les bases de données connectées. Les résultats positifs obtenus à la suite de cette vérification sont accompagnés de la mention «réponse positive prioritaire» afin d'indiquer que ces formulaires doivent être traités en priorité. Grâce à cette solution, le bureau SIRENE peut gérer efficacement les demandes entrantes sans accumuler de retard. [Liechtenstein, 2021]
- Les formulaires A et M entrants concernant des personnes (utilisés pour échanger des informations sur les mandats d'arrêt européens et les demandes d'extradition, d'une part, et sur des informations supplémentaires diverses, d'autre part, lorsqu'aucune procédure n'est prévue), sont traités automatiquement dans le système de gestion des dossiers SIRENE, qui transfère automatiquement au service danois de sécurité et de renseignement les formulaires entrants portant sur les signalements liés au terrorisme. [Danemark, 2022]

- Les formulaires SIRENE créés par les agents sont préremplis à l'aide des données provenant des signalements et contiennent des textes prédéfinis qui peuvent être ajoutés au moyen d'un simple clic. Les textes prédéfinis sont adaptés à chaque formulaire et à chaque type de signalement. [*Slovaquie, 2019*]
- Le système de gestion des dossiers SIRENE est une application informatique unique qui traite tous les messages de manière hautement automatisée: les formulaires SIRENE entrants sont automatiquement enregistrés dans les dossiers existants et attribués à l'agent compétent chargé des dossiers; les formulaires A entrants sont traités automatiquement et vérifiés dans les bases de données nationales sur la base de mots-clés. Grâce à ce processus, tous les formulaires A entrants qui se rapportent à ces mots-clés sont automatiquement envoyés une fois par jour, par lot, aux services et unités concernés. Les formulaires A ne sont attribués à un opérateur pour traitement manuel qu'en cas de correspondance. Les formulaires nationaux spécialement prévus pour les réponses positives sont automatiquement envoyés à partir d'une fenêtre de prévisualisation se trouvant dans le signalement du système d'information Schengen par les utilisateurs finaux au départ du navigateur et/ou des registres de la police et reçus dans la boîte aux lettres des messages entrants de l'officier de liaison «immigration» (ILO), puis convertis en formulaires SIRENE réservés à la communication de réponses positives. Ces processus facilitent considérablement l'exécution des tâches du bureau SIRENE et contribuent à l'efficacité en temps utile de l'échange d'informations et de formulaires supplémentaires. [*Lituanie, 2023*]

4. Aspects relatifs aux droits fondamentaux

Contrôle des retours forcés

- Un contrôle adéquat est assuré grâce à l'indépendance totale du Garant national (*Garante*), à la portée de son action, aux formations dispensées aux membres des escortes pour les opérations de retour sur les droits fondamentaux (y compris sur les droits des groupes vulnérables de personnes) et sur le principe de non-refoulement, ainsi que grâce au réseau régional de contrôleurs des retours forcés, qui ont reçu une formation et exercent leurs activités sur l'ensemble du territoire. [*Italie, 2021*]
- La publication régulière en ligne des rapports de contrôle des retours forcés par le défenseur public des droits, y compris en anglais, dans le cadre du rapport général annuel du Médiateur, garantit un degré supplémentaire de contrôle de la procédure d'éloignement, en la rendant plus transparente, et vient renforcer l'efficacité du mécanisme de contrôle des retours forcés. [*Tchéquie, 2019*]
- **Le quartier général de la Garde-frontières dispose d'un conseiller désigné aux droits humains chargé d'intégrer et de promouvoir les pratiques de gestion des frontières respectueuses des droits fondamentaux. Les divisions régionales de la Garde-frontières disposent également de conseillers désignés aux droits humains,**

qui font partie des personnes dispensant les formations sur les droits fondamentaux aux niveaux régional et local. [Pologne, 2024]

5. Contrôle de la protection des données

- L'inspection nationale des données organise le contrôle du système d'information Schengen et du système d'information sur les visas dans le cadre du modèle et de la notation des processus opérationnels – une représentation graphique pour définir les processus opérationnels dans un modèle de processus opérationnel. Le modèle et la notation des processus opérationnels permettent aux employés de comprendre leurs responsabilités à chaque étape, ainsi que l'ensemble du processus de contrôle. [Lettonie, 2023]

DIMENSION EXTÉRIEURE

Coopération avec les pays tiers

Officiers de liaison

- L'intranet du Bureau de liaison international offre un accès direct à la base de données dactyloscopie qui permet aux agents d'interroger l'AFIS national à l'aide d'un fichier NIST joint à un signalement, ce qui permet de retrouver d'éventuelles correspondances en quelques minutes. Lorsque la recherche automatique aboutit à une correspondance, cette correspondance fait également l'objet d'une vérification par un expert en empreintes digitales. Cette fonctionnalité permet non seulement d'interroger les bases de données nationales à l'aide de paramètres alphanumériques, mais aussi de données biométriques, ce qui augmente la précision de l'identification de la personne. [*Lituanie, 2023*]
- **Des conseillers en matière de visas ou des officiers de liaison sont déployés dans des pays tiers prioritaires et sont chargés de détecter les migrations irrégulières potentielles à destination de l'espace Schengen et de collecter des renseignements sur les nouvelles méthodes ou tendances. Lorsque les autorités chargées des visas détectent des documents frauduleux ou de fausses identités, non seulement le visa Schengen est refusé, mais une interdiction d'entrée est également édictée pour empêcher le ressortissant de pays tiers de tenter d'entrer en passant par un autre État membre. Les renseignements collectés par ces agents sont régulièrement communiqués aux autorités compétentes dans le cadre de réunions coordonnées, ce qui permet d'améliorer la préparation aux frontières extérieures et aux procédures de retour. Ces renseignements contribuent à l'élaboration de plans nationaux et régionaux, permettant des actions ciblées contre les entités impliquées dans la facilitation de la migration irrégulière. Les migrants en situation irrégulière identifiés lors de ces opérations sont orientés vers les processus de retour appropriés. [*Hongrie, 2024*]**
- Les officiers de liaison bénéficient d'un accès direct au système de gestion des dossiers géré par le point de contact unique, ce qui permet de récupérer des informations en temps réel à partir de bases de données nationales et internationales. Cet accès permet d'améliorer leur prise de décision, d'appuyer les enquêtes transfrontières et d'améliorer l'efficacité opérationnelle avec les collaborateurs internationaux. En outre, la surveillance exercée par le point de contact unique garantit la coordination, la transparence et la sécurité des communications entre les officiers de liaison et les services répressifs. [*Tchéquie, 2024*].

Coopération internationale

- La mise en place d'une coopération multilatérale et la conclusion d'accords bilatéraux avec plusieurs pays tiers permettent l'échange de données en temps réel sur la

surveillance maritime et aux points de passage frontaliers pour les vérifications sur les transbordeurs, ainsi que d'autres informations relatives aux frontières. Les autorités soutiennent activement le développement des capacités nationales de contrôle aux frontières dans les pays tiers en faisant don de moyens. [Italie, 2021]

- Les autorités nationales gèrent les flux migratoires et combattent la criminalité transfrontière provenant de l'extérieur de l'espace Schengen par la mise en œuvre d'un concept régional de surveillance des frontières. Celui-ci comprend le déploiement d'officiers de liaison de pays tiers auprès des centres de coordination régionaux de l'État membre et vice versa, ce qui vise à faciliter la coopération directe et l'échange direct d'informations. Des unités de garde-frontières sont déployées dans les eaux territoriales et sur le territoire des pays tiers, assurant des patrouilles communes permanentes par voies maritime et aérienne. Un mécanisme de recherche et de sauvetage complète le système régional de surveillance des frontières par des navires coordonnés par l'agence nationale de recherche et de sauvetage. [Espagne, 2022]
- **Le projet «Destination touristique sûre» («Safe Tourist Destination»), lancé en 2006, accueille et déploie des agents de police à l'échelle internationale afin de mieux servir les touristes et les ressortissants à l'étranger. Avec la participation croissante d'organisations de police étrangères, l'année 2023 a vu la participation de 24 organisations à travers 21 pays. Les agents de police étrangers, qui agissent dans le cadre de pouvoirs convenus, fournissent des services dans les langues parlées par les touristes, ce qui réduit les obstacles à la recherche d'une aide policière. Visibles dans leurs uniformes nationaux, les agents de police invités contribuent à la prévention de la criminalité et renforcent la sécurité. [Croatie, 2024]**
- **Des arrangements sont établis avec les pays tiers voisins, en vertu desquels des agents invités sont déployés à ces frontières pour appuyer la surveillance et d'autres activités de contrôle, telles que les vérifications aux frontières. Ils permettent d'accroître les capacités de réaction et l'échange d'informations. Sur un territoire voisin, les agents de la police des frontières d'un pays tiers partenaire patrouillent quotidiennement en coopération avec les garde-frontières locaux afin de prévenir la migration illégale et d'identifier les facilitateurs du trafic d'êtres humains. Sur le fondement d'un accord bilatéral avec un autre pays partenaire, un agent travaille actuellement à certains points de passage frontaliers afin d'aider aux vérifications et de faciliter la communication avec les voyageurs. [Hongrie, 2024]**
- **Les tribunaux et les bureaux du procureur créent des signalements concernant des personnes recherchées en même temps qu'ils émettent un mandat d'arrêt européen (MAE), le tout en polonais et en anglais. Le fait de joindre la version anglaise au signalement accélère les procédures dans l'autre État membre aux fins des conduites à tenir concernant les réponses positives internationales. [Pologne, 2024]**

Politique de visas

Prestataire de services extérieur

- **L'infliction de sanctions financières aux prestataires de services extérieurs** en cas de non-respect du contrat, associée à un suivi renforcé de leur travail, constitue un moyen efficace pour amener le prestataire de services extérieur à se conformer aux dispositions du contrat et à en améliorer l'exécution. [*Autriche, 2022*]

GESTION DES FRONTIÈRES EXTÉRIEURES

Connaissance de la situation nationale et européenne et système d'alerte précoce

Coopération (connaissance de la situation)

- La coordination entre les centres nationaux de coordination de deux États membres voisins permet l'établissement d'un tableau de situation commun, un échange d'informations efficace, une meilleure connaissance de la situation aux frontières communes et une capacité de réaction accrue, étant donné que le positionnement des ressources est également partagé entre les deux pays. [*Portugal/Espagne, 2017*]
- L'accès direct aux bases de données nationales (au-delà de celles qui sont uniquement utilisées pour le contrôle aux frontières) permet au centre national de coordination de tenir à jour un tableau de situation national complet et de garantir une meilleure connaissance de la situation pour ses parties prenantes aux niveaux national et européen. [*Finlande, 2023*]
- Le centre national de coordination a établi une procédure d'examen des demandes d'activation des services de fusion d'EUROSUR aux niveaux local et des districts. Cette procédure vise à vérifier la légalité et la pertinence de chaque demande des services de fusion d'EUROSUR, avant qu'elle ne soit soumise à Frontex, afin que seules les demandes pertinentes et présentant un bon rapport coût-efficacité pour les services de fusion d'EUROSUR soient envoyées à Frontex puis utilisées dans le cadre des activités opérationnelles. [*Finlande, 2023*]
- **Dans le cadre de l'EMPACT, assumer un rôle de «chef de file» du plan d'action opérationnel de l'EMPACT qui cible les réseaux criminels impliqués dans la production, le trafic et la distribution de drogues de synthèse et de nouvelles substances psychoactives. Le chef de l'unité «Drogues» du bureau central d'enquête de la police agit en tant que «chef de file» et bénéficie d'un soutien opérationnel assez unique lui permettant d'identifier, avec efficacité, différentes possibilités de financement et d'y avoir accès. Le Centre européen de mise en œuvre de projets au sein du ministère de l'intérieur soutient cette activité en priorité et apporte son concours en gérant les tâches administratives et en soutenant les efforts de lutte contre le trafic de drogue.** [*Pologne, 2024*]
- **Les garde-frontières et les autorités douanières coopèrent étroitement grâce à une procédure intégrée dite de «frontières numériques», mise en œuvre aux points de passage frontaliers, afin de renforcer les vérifications et d'assurer un processus plus fluide. Les données recueillies et les résultats des vérifications de première ligne, y compris les informations du SIS, sont directement transférés des garde-frontières aux autorités douanières, qui poursuivent les inspections en disposant d'informations préremplies.** [*Pologne, 2024*]

Analyse des risques

Frontières terrestres

- **Le système national d'analyse des risques de l'institution de contrôle aux frontières est efficace et soutenu par une coopération interservices fonctionnelle. Deux fois par an, l'institution de contrôle aux frontières délivre des produits communs d'analyse des risques avec la Douane et la police nationale. L'échange régulier et systématique d'informations entre les autorités nationales concernées participant à la mise en œuvre de la gestion européenne intégrée des frontières, qui débouche sur des produits communs d'analyse des risques, garantit une connaissance complète de la situation nationale et soutient des capacités de réaction adéquates. En outre, des formations communes, des opérations conjointes et des actions sur mesure sont organisées entre les autorités compétentes participant à la gestion des frontières. [Lituanie 2023]**
- **Application de détection des personnes et/ou des véhicules présentant un profil de risque particulier, qui fait partie du système national d'analyse des risques de la police des frontières et est intégrée dans le système national d'information sur la gestion des frontières. L'application est accessible, à tous les points de passage frontaliers, à tous les agents de police participant au contrôle aux frontières; elle garantit l'exploitation efficace des profils d'analyse des risques à tous les niveaux organisationnels et améliore la qualité du contrôle aux frontières. Afin d'identifier les personnes ou les véhicules présentant un risque élevé, la police des frontières a mis au point une application automatique d'indicateurs de risque qui est intégrée dans le système d'information sur la gestion des frontières. Lorsqu'ils sont activés, ces indicateurs détectent automatiquement les contrevenants potentiels lors des vérifications aux frontières. Les indicateurs sont automatiquement liés aux profils de risque, affichent une alerte jaune sur l'écran du garde-frontière avec un lien vers le profil et donnent des instructions ciblées pour déterminer le statut d'une personne. Les garde-frontières peuvent activer ces indicateurs à certains points de passage frontaliers et à certaines heures. [Croatie, 2024]**

Vérifications aux frontières

Frontières aériennes

- **Une unité spécialisée de six garde-frontières surveille les avions de transport privés et les avions de loisir, y compris les aéronefs légers et les hélicoptères, étant donné qu'elle a accès au suivi des itinéraires et aux données de vol en temps réel à partir du radar militaire. Cette unité reçoit tous les plans de vol qui sont ensuite analysés. Lorsque**

l'aéroport de départ ou d'arrivée n'est pas un point de passage frontalier, un signallement est adressé à une unité de police afin qu'elle intervienne. En cas d'atterrissage non autorisé dans un aérodrome qui n'est pas destiné au franchissement de la frontière, les autorités infligent des amendes. Une évaluation des risques liés au non-respect des itinéraires de vol est effectuée régulièrement. [*Belgique, 2020*]

- La communication entre les première et deuxième lignes aux points de passage frontaliers de l'aéroport via l'application nationale est hautement automatisée et conçue pour la facilité de l'utilisateur. En cas de réponse positive, l'agent de première ligne a la possibilité de saisir des commentaires dans un champ prévu à cet effet, et les informations relatives à la réponse positive ainsi que le message contenant les commentaires sont envoyés, par le canal de l'application nationale, de la première ligne à la deuxième ligne. En ce qui concerne les portes électroniques, en cas de réponse positive à un signallement aux fins de «contrôle discret», l'opérateur de la porte électronique peut également ajouter un commentaire à la réponse positive, qui est ensuite immédiatement transmis à la deuxième ligne; celle-ci recueille les informations supplémentaires disponibles et envoie à SIRENE le formulaire réservé à la communication de réponses positives. Cela permet de mener à bien la vérification sans aucun contact avec la personne faisant l'objet du signallement, tout en recueillant les informations nécessaires. [*Lituanie 2023*]
- Une unité d'informations sur les passagers chargée de la collecte et du traitement des données des passagers sur tous les vols fonctionne actuellement dans le pays. Son rôle est d'informer (24 h/24 et 7 j/7) les services répressifs compétents de la nécessité d'effectuer un examen plus approfondi relativement à des passagers entrants et sortants, après la comparaison automatisée des données concernant ceux-ci avec les bases de données pertinentes [telles que le système d'information Schengen, (24 h/24 et 7 j/7)], ou par rapport à des profils abstraits modélisés en coopération avec ces autorités ou à la demande de celles-ci. Étant donné qu'elle reçoit des demandes de tous les services répressifs, l'unité se trouve dans une position unique pour constater les chevauchements d'enquêtes et d'objets d'intérêt et pour en informer les agences concernées. Un système bien développé de gestion des dossiers pour le traitement des communications avec les autorités compétentes et les unités d'informations sur les passagers d'autres États membres, mis en place selon les bonnes pratiques internationales, est au cœur de la réussite des tâches de l'unité et de l'échange d'informations. Les opérations tiennent dûment compte des exigences en matière de protection des données et de procédure établies par le droit de l'Union et le droit national applicables. L'unité mène de manière proactive des campagnes de sensibilisation sur les capacités qu'elle offre. Elle est dotée de capacités techniques et humaines de haute qualité. [*Lettonie, 2023*]

Frontières terrestres

- **Vérification préalable automatique dans le système d'information Schengen des véhicules approchant des guérites de contrôle aux frontières terrestres, au moyen**

de la reconnaissance automatique des plaques minéralogiques, y compris les extensions d'objets. [Croatie, 2024]

Surveillance des frontières

- Le corps des garde-frontières utilise des véhicules aériens sans pilote (UAV) pour les tâches de surveillance et d'intervention. Chacune des unités régionales responsables des frontières terrestres extérieures est connectée au système. Celui-ci se compose de trois plateformes (miniplaneurs sans pilote), d'une station au sol (avec télécommande, écrans et antenne) et d'autres équipements d'appui. Les plateformes sont équipées de caméras de vision diurne et nocturne et une plateforme peut être utilisée à tout moment. Les images de haute qualité provenant des caméras sont transmises en temps réel soit à la station au sol, soit à d'autres destinataires connectés. Ce système UAV peut renforcer la capacité de surveillance des frontières, améliorer la connaissance de la situation et faciliter les capacités de réaction. Une fois qu'un objet volant est détecté, le centre de coordination régional est rapidement informé afin que les mesures d'intervention nécessaires puissent être prises. [Pologne, 2019]
- **Un système de barrière électronique a été installé le long de la majeure partie de la frontière terrestre extérieure, lequel se compose d'un nombre élevé de caméras de vision diurne et nocturne et de caméras thermiques, ainsi que de capteurs de mouvement et de capteurs sismiques. Les centres régionaux surveillent le système et transmettent des alertes générées automatiquement aux centres de coordination locaux pour l'envoi de patrouilles. Ce système détecte efficacement les franchissements non autorisés, permet une surveillance en temps réel et améliore les délais de réaction des patrouilles.** [Pologne, 2024]
- **La Garde-frontières nationale utilise un système informatique pour planifier et coordonner les actions opérationnelles et en rendre compte, système qui sert de plateforme unique pour accroître l'efficacité globale du contrôle aux frontières extérieures. Ce système comporte plusieurs modules qui permettent à l'utilisateur de sauvegarder et de communiquer des informations sur les événements, d'afficher les événements sur une carte, de planifier des patrouilles et les horaires de travail, d'afficher la position des unités opérationnelles en temps réel et de transmettre des rapports.** [Pologne, 2024]

Base de données nationale pour la surveillance des frontières

- Le concept national de surveillance des frontières repose sur une base de données nationale complète et efficace, combinant toutes les fonctionnalités utiles pour soutenir les tâches opérationnelles et tactiques. Ce système suit tous les éléments du cycle opérationnel de la surveillance des frontières: soutien à la collecte d'informations, établissement de rapports sur les résultats tactiques et opérationnels des activités, planification des équipes, gestion et coordination des patrouilles, conception d'une réaction efficace sur le terrain et communication d'une connaissance cohérente de la

situation. Le logiciel prévoit une plateforme de service unique pour tous les services répressifs, ce qui assure une utilisation efficace des ressources en cas d'urgence et offre les avantages induits par la compilation du tableau de situation dans des domaines de compétence préalablement définis. Le logiciel est lié aux fonctions de l'environnement informatique mobile de la patrouille déployée sur le terrain. Grâce à sa conception complète et cohérente, le système peut être exploité aux niveaux local, régional et national. [*Estonie, 2023*]

RETOUR

Effacité du système national de retour

Procédures de retour

- La pratique consistant à prendre des décisions de retour, d'éloignement et d'interdiction d'entrée en une seule fois permet de réduire la charge administrative, tout en respectant pleinement les droits procéduraux des personnes faisant l'objet d'une décision de retour. [*Autriche, 2015*]
- La procédure de notification de l'«intention de prononcer une interdiction d'entrée» lorsqu'un séjour irrégulier est détecté lors des vérifications de sortie, donnant au ressortissant de pays tiers la possibilité de soulever des objections, permet aux autorités de prononcer une interdiction d'entrée sans interrompre le départ du ressortissant de pays tiers, tout en respectant ses droits. [*Pays-Bas, 2021*]
- **Les autorités nationales ont élaboré une notice sur l'aide disponible à la réintégration, que les ressortissants de pays tiers doivent signer après en avoir pris connaissance. Ce document est conservé avec leurs dossiers respectifs, ce qui facilite la communication avec les conseillers en matière de retour dans les centres de rétention.** [*Croatie, 2024*]
- **Reconnaissance mutuelle des décisions de retour prises par d'autres États membres. Si la présence d'un ressortissant de pays tiers sans droit de séjour est constatée sur le territoire et que cette personne fait l'objet d'une décision de retour prise par un autre pays de l'UE, les autorités nationales reconnaîtront et exécuteront cette décision sans délai. Les autorités nationales ne prendront pas de nouvelle décision de retour ni ne prendront contact avec le pays d'émission, mais procéderont à l'éloignement de la personne vers son pays de retour, après une évaluation actualisée lorsque cela se justifie.** [*Tchéquie, 2024*]

Procédure de retour forcé

- Des procédures sont en place pour permettre aux autorités de prendre rapidement une décision sur une demande d'asile ultérieure introduite au cours de la procédure d'éloignement, afin d'éviter de reporter ou de retarder l'éloignement d'un ressortissant de pays tiers, tout en respectant la mise en œuvre effective du principe de non-refoulement. [*Pays-Bas, 2015*]

Retour volontaire

- Tout au long du processus de retour, les autorités nationales font du retour volontaire une priorité. À tous les stades de la procédure, en particulier dans les centres de rétention, elles suivent une approche volontariste visant à inciter les ressortissants de pays tiers à opter pour un départ volontaire. Les centres de rétention sont considérés comme propices à la promotion du retour volontaire, les gestionnaires de dossiers et les autorités

incitant activement les ressortissants de pays tiers à quitter volontairement le pays, tout en fournissant un hébergement et un accompagnement adéquats. [*Pays-Bas, 2021*]

- Le dialogue précoce avec les personnes faisant l'objet d'une décision de retour, lorsqu'il s'agit de promouvoir le retour/départ volontaire et la possibilité pour une personne faisant l'objet d'une décision de retour de participer à un programme de retour volontaire à tout moment du processus de retour, favorise et accroît le recours au retour volontaire et à la réintégration en tant que partie intégrante d'un système commun de l'UE en matière de retour, conformément à la stratégie de l'UE en matière de retour volontaire et de réintégration. [*Luxembourg, 2016; Danemark, 2022*]

Systeme informatique

- Le système informatique national de gestion des dossiers de retour, qui a été mis au point conformément au modèle de Frontex (RECAMAS), fournit aux autorités chargées des retours un outil efficace et intégré, qui favorise une gestion efficace des dossiers de retour. [*Italie, 2021; Estonie, 2023*]
- La connexion du système national de gestion des dossiers d'immigration au module «vols charters» de l'application de Frontex pour les retours (FAR) permet aux autorités nationales d'accéder directement à toutes les opérations charter organisées avec le soutien de Frontex et de les aider à organiser des opérations de retour et à y participer plus efficacement. [*Autriche, 2020*]

Rétention à des fins d'éloignement

Centres de rétention

- Une salle de jeux dans les centres d'enregistrement pour étrangers offre aux enfants un environnement approprié et stimulant. L'amplitude de ses horaires d'ouverture et son libre accès, la présence d'un(e) assistant(e) social(e) et le grand nombre de jeux et d'activités disponibles la rendent très attrayante pour les enfants. [*Lituanie, 2018*]
- Les centres familiaux et certains établissements psychiatriques peuvent permettre de répondre aux besoins particuliers des personnes vulnérables placées en rétention. La configuration, les activités et l'engagement du personnel du centre familial permettent une vie familiale aussi proche que possible de la normale et offrent un environnement approprié et stimulant aux familles et aux mineurs non accompagnés. L'établissement psychiatrique prévoit une coopération étroite entre les partenaires concernés afin de répondre aux besoins des personnes vulnérables en proie à des problèmes psychologiques lors du processus de retour, tout en améliorant l'efficacité des procédures de retour. [*Pays-Bas, 2021*]
- Les protocoles élaborés et la formation du personnel, combinés à la conception et au régime, contribuent à atténuer le stress et le traumatisme que peut représenter le

processus de retour pour les mineurs et sont conformes au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant. [Norvège, 2022]

- Les établissements pour étrangers disposent de bureaux de soins de santé mentale, qui offrent aux ressortissants de pays tiers une assistance en cas de problèmes de santé mentale tels que les troubles liés au stress post-traumatique ainsi qu'en matière de prévention du suicide, et soutiennent également l'adaptation de ces ressortissants. Les psychologues effectuent une première évaluation de tous les nouveaux arrivants et informent ces derniers des possibilités de demander un soutien psychologique au sein de l'établissement. Cela permet d'identifier à un stade précoce les problèmes psychologiques, ce qui peut garantir une approche et un traitement efficaces de tels cas. Les bureaux de soins de santé mentale sont accessibles pendant les heures de bureau du lundi au vendredi après une prise de rendez-vous par téléphone ou au moyen d'un formulaire de demande. Cela contribue à créer un environnement ouvert et sûr, en particulier lorsqu'il s'agit de victimes de la traite des êtres humains et d'autres personnes vulnérables. [Lituanie 2023]
- **Les conditions de rétention se caractérisent notamment par de vastes aires de loisirs en plein air dans un centre d'accueil, avec une aire de jeux extérieure réservée aux jeunes enfants et un espace de loisirs gazonné pour les adultes, créant ainsi une atmosphère agréable et des espaces d'intimité.** Ces conditions atténuent le risque de conflit et de surpopulation. [Croatie, 2024]
- **Le centre de rétention dispose d'une unité éducative de 11 agents, qui organise une riche gamme d'activités et de manifestations éducatives, sociales, culturelles (en veillant à respecter les sensibilités culturelles) et sportives. Le personnel est à la disposition des personnes en rétention du lundi au samedi 12 heures par jour et les agents sont en tenue civile. Certains d'entre eux, qui ont une expérience professionnelle en matière d'éducation et de psychologie, jouent un rôle actif dans la prévention des conflits au sein du centre.** [Pologne, 2024]
- Les centres de rétention offrent aux personnes qui y sont placées des soins médicaux complets adaptés à leurs besoins. Si les soins ne peuvent être prodigués sur place, les personnes sont rapidement conduites dans des cliniques spécialisées extérieures. La garde-frontières prend en charge le coût de ces traitements. Si l'état des personnes est grave, celles-ci sont libérées et transférées vers des organismes de soins spécialisés. [Pologne, 2024]
- **Le centre de rétention dispose d'une salle de crèche spéciale, accessible 24 h/24 et 7 j/7, où les mères peuvent s'occuper de leur nouveau-né dans un espace privé et séparé. La salle est dotée du mobilier et des articles indispensables à la prise en charge des nourrissons. Il existe également une section de garde d'enfants, spacieuse et bien équipée, offrant une large gamme d'activités, de jouets et de jeux adaptés à leur âge. Les enfants dont les parents sont placés en rétention dans le centre peuvent se rendre à la salle de jeux avec le consentement de leurs parents. Pour les très jeunes enfants, les passages à la salle de jeux peuvent également être**

supervisés par l'un de leurs parents, ce qui garantit un environnement sûr et accueillant pour tous. [Tchéquie, 2024]

- Le centre de rétention a mis en place une série d'aides visuelles, notamment des tables d'orientation, des écriteaux, des règles internes et des affiches, qui sont conçus pour être adaptés aux enfants et accessibles. Ces éléments comportent des pictogrammes et sont affichés à une hauteur et sous une forme facilitant la compréhension par les mineurs d'âge. En outre, la Boîte à outils pour les enfants en situation de retour mise au point par Frontex, qui contient une publication destinée aux enfants, «Mon guide sur le retour», a été largement diffusée et rendue accessible dans plusieurs langues. [Tchéquie, 2024]

FRONTIÈRES INTÉRIEURES

Coopération transfrontalière dans les zones frontalières intérieures

Coopération opérationnelle avec les États membres voisins

- Patrouilles trilatérales communes avec les États membres voisins à bord des trains. [Autriche, 2015]
- Un rapport semestriel conjoint d'analyse de la criminalité et un rapport opérationnel d'analyse de la criminalité sont élaborés par les États membres deux fois par mois. Une séance d'information quotidienne portant sur les infractions commises dans un État membre est également organisée et partagée avec les États membres partenaires. [Liechtenstein, 2015]
- Chaque district de police d'une région frontalière compte une équipe commune d'analyse. Celle-ci se compose de plusieurs instances comprenant la police, la Douane et les services chargés des frontières et de la criminalité. Les analyses contribuent à étayer les décisions en matière de contrôles aux frontières, de police et de douane. Il a été noté que les rapports d'analyse permettaient d'informer les agents, préalablement aux patrouilles communes, y compris de déterminer les jours, les heures et les lieux de ces patrouilles. Des rapports mensuels d'analyse des risques sont établis pour les ports autorisés à accueillir les arrivées non-Schengen. Ces rapports apportent des informations utiles pour les volets opérationnels et administratifs des contrôles aux frontières. [Danemark, 2017]
- Aux fins d'une coopération transfrontalière efficace et de la mutualisation des ressources, les États membres voisins ont signé un accord sur l'utilisation commune de sources de renseignement humain sous couverture (*Covert Human Intelligence Sources*) en vue de mener des opérations de renseignement sous couverture au moyen d'une réserve commune d'officiers de police. [Lituanie 2018]
- Le système de données national fait clignoter l'écran lorsqu'une opération commence, ce qui avertit immédiatement les opérateurs et les informe du suivi nécessaire. Il fournit également un fil d'informations en temps réel. Le système affiche également la géolocalisation des véhicules de patrouille. Tant les centres de coopération policière et douanière que le PCU y ont directement accès. [Tchéquie, 2019]
- Les brigades binationales communes de lutte contre l'immigration clandestine et les passeurs sont des mécanismes de coopération internationale intégrés et permanents permettant à deux pays voisins d'organiser des contrôles fondés sur une analyse commune des risques migratoires. Composées d'un nombre égal d'agents des deux pays, sélectionnés pour leurs compétences techniques et linguistiques, ces «brigades» (ou «unités communes») créées aux frontières franco-allemande et franco-italienne sont régies soit par les accords Prüm, soit par un accord bilatéral. En plus d'organiser des patrouilles communes, les brigades communes (ou unités communes) dispensent des

formations communes. Ce système de brigades communes facilite l'échange d'informations entre deux pays voisins et la coordination des opérations de contrôle et devrait donc être encouragé et étendu à d'autres frontières, notamment à la frontière franco-espagnole. [*France, 2021*]

- Au niveau régional, la coopération transfrontalière repose sur des protocoles administratifs signés avec les autorités compétentes des États membres voisins, qui sont mis en œuvre par la suite au moyen de plans d'action annuels. Cette coopération pratique couvre l'analyse conjointe des risques, les opérations conjointes et les patrouilles communes, la gestion de certains événements et les formations conjointes. Des patrouilles communes sont planifiées régulièrement. Ce concept de coopération constitue une bonne base pour une réaction opérationnelle conjointe au niveau régional, pour une utilisation commune de ressources limitées et pour un tableau plus complet de la situation en matière de criminalité. [*Estonie, 2023; Lettonie, 2023*]
- **Des mesures proactives sont prises pour limiter les réintroductions temporaires des contrôles aux frontières intérieures, lesquelles consistent à organiser des réunions régulières et ciblées avec les pays voisins et à instaurer une coopération tactique et opérationnelle dans les régions frontalières. Des formations transfrontières communes et des exercices de poursuite transfrontalière sont régulièrement organisés, et des informations de base sur cette possibilité sont diffusées au moyen de brochures à tous les policiers nationaux. Grâce à un réseau étendu et à des hauts fonctionnaires désignés dans chaque région frontalière, les autorités de police sont en contact permanent avec leurs homologues transfrontaliers (internes). Les menaces émergentes font, en permanence, l'objet d'une surveillance et d'une analyse conjointes ainsi que d'une réaction commune. Cette coopération peut être menée sur une plus grande échelle et se traduire par des patrouilles, des actions, des exercices, des mesures de planification en commun lorsque des menaces pour la sécurité apparaissent ou s'intensifient. Si les contrôles aux frontières intérieures sont réintroduits, les deux pays en analysent la mise en œuvre afin d'éviter leur répétition à l'avenir.** [*Slovaquie, 2024*]
- **Sur les plans politique et stratégique, cette procédure se déroule dans le cadre de réunions et de concertations régulières et ciblées avec les pays voisins, mais l'accent est mis principalement sur la coopération tactique et opérationnelle dans les régions frontalières. Des formations et des exercices conjoints consacrés à la poursuite transfrontalière sont organisés régulièrement avec les États membres voisins, et des informations de base sur cette possibilité sont diffusées au moyen de brochures destinées à tous les policiers slovaques. Grâce à son vaste réseau de centres de coopération policière et douanière (CCPD) et à la désignation de certains hauts fonctionnaires dans chaque région frontalière comme responsables de la coordination de la coopération en matière répressive avec le pays voisin («plénipotentiaires aux frontières»), les forces de police slovaques sont en contact permanent avec leurs homologues de l'autre côté de la frontière intérieure. Cette coopération est le gage d'une surveillance et d'une analyse conjointes constantes de**

la situation en matière de sécurité dans les régions frontalières et permet de détecter rapidement les menaces émergentes et d'y réagir conjointement. Lorsque certaines menaces pour la sécurité apparaissent ou s'amplifient, la coopération transfrontalière s'intensifie, prenant entre autres la forme de patrouilles, d'actions, d'exercices et de mesures de planification en commun. Lorsque, malgré ces mesures préventives, la réintroduction, dans certains cas, des contrôles aux frontières intérieures est néanmoins jugée nécessaire, les deux pays analysent conjointement la mise en œuvre de ces contrôles a posteriori afin de définir d'éventuelles mesures qui permettront de les éviter à l'avenir. Cette procédure est considérée comme une bonne pratique. [*Slovaquie, 2024*]

- **Intensification de la coopération policière entre les États de l'espace Schengen voisins grâce à un nouveau concept de patrouille commune élaboré à partir d'un accord conclu en 2023 entre les directions générales de la police des États membres concernés. Un centre opérationnel doté de capacités de commandement, de contrôle et de communication a été créé au sein d'un centre de coopération policière transfrontalière. Un plan opérationnel régional fondé sur les risques oriente les efforts. Les patrouilles participantes font l'objet d'un suivi par GPS et sont informées de leurs positions respectives grâce à des appareils mobiles. Les opérations conjointes, comprenant 12 à 16 patrouilles mixtes par mois, se déroulent à proximité de la frontière commune. Les types de patrouille et les équipements, tels que les drones et les caméras de vision nocturne, sont sélectionnés conformément au plan. Depuis juin 2022, d'autres autorités de Schengen voisines ont rejoint ces opérations. [*Hongrie, 2024*]**

SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Stratégies nationales pour les services répressifs

- Tous les quatre ans, le ministre de la justice et de la sécurité établit le programme national en matière de sécurité ainsi que les objectifs d'action nationaux pour les missions de police. Au niveau régional, le gouvernement local traduit les priorités nationales en objectifs d'action régionaux pour la police dans le programme régional de sécurité. Les services répressifs échangent des renseignements et des informations afin de recueillir des éléments pertinents destinés à alimenter le programme national de sécurité, les programmes régionaux de sécurité et l'évaluation de la menace que représente la grande criminalité organisée (SOCTA) d'Europol. Les comités directeurs du département de recherche sont chargés de la coordination et du suivi de l'ensemble de la procédure. Un briefing opérationnel quotidien permet aux différentes équipes de police d'être informées des points d'attention spécifiques dans leur domaine d'activité. Ces points d'attention servent par exemple de point de départ à l'élaboration des politiques en matière de lutte contre la criminalité organisée et à l'estimation des niveaux de menace qui indiquent la probabilité d'un attentat terroriste. De surcroît, les bureaux de recherche et d'analyse de tous les services de renseignement régionaux effectuent leurs propres évaluations de la menace et de la sécurité. [*Pays-Bas, 2021*]
- Le bureau du procureur général a nommé un procureur de liaison auprès du PCU, qui est fréquemment consulté au sujet de l'apposition d'un indicateur de validité sur les signalements et les mandats d'arrêt internationaux, d'enquêtes pénales internationales complexes et de tous autres dossiers dans lesquels la contribution du procureur est nécessaire. [*Portugal, 2022*]
- Une coopération très étroite a été nouée entre les officiers de liaison étrangers et l'autorité centrale de coopération judiciaire internationale, qui peut offrir conseils et assistance par écrit concernant les décisions d'enquête européennes ou les demandes d'entraide judiciaire adressées à l'État membre. [*Portugal, 2022*]
- Utilisation d'un outil d'analyse par la police dans ses unités d'analyse criminelle, permettant d'établir des «profils» de phénomènes criminels, sur la base de données opérationnelles, qui montrent à l'utilisateur une visualisation interactive de ce phénomène, de ses tendances, de ses modes opératoires et de son évolution. Depuis le déploiement de cette application en 2019, la police a considérablement élargi le nombre de phénomènes criminels analysés et le nombre d'utilisateurs. [*Lituanie, 2023*]

Organisation du point de contact unique (PCU) pour l'échange international d'informations en matière répressive

Organisation, échange d'informations

- Afin d'améliorer la coordination de la coopération policière internationale, la police a créé un réseau d'agents référents pour la coopération policière internationale. Ces agents référents sont présents dans toutes les directions régionales de la police et à la direction générale de la police métropolitaine dans la capitale. Ils contribuent à améliorer la qualité et à faciliter la coordination des demandes d'échange d'informations. [*Pologne, 2019*]
- Il existe un flux quotidien bien établi de signalements d'actes criminels du niveau local vers les niveaux régional et fédéral. Dans la pratique, un rapport électronique sur les événements survenus au cours des 24 dernières heures est régulièrement mis à la disposition de l'équipe de gestion des commissariats locaux, du niveau régional et de l'Office central fédéral de la police judiciaire. Il permet à tous les niveaux de prendre des décisions en connaissance de cause. [*Allemagne, 2020*]
- Le système de coordination des opérations antiterroristes rassemble tous les renseignements émanant des différentes organisations et institutions policières chargées de prévenir et de combattre le terrorisme, le radicalisme violent et la grande criminalité organisée. Ce système représente une bonne alternative, combinant gestion de l'information et coordination opérationnelle, dans les cas où les autorités nationales compétentes n'ont pas accès à leurs bases de données respectives. [*Espagne, 2022*]
- Déploiement, à l'échelle régionale, d'agents chargés des dossiers internationaux auprès des différents services de police. Ces agents, qui font partie du point de contact unique, suivent une formation de quatre semaines sur les systèmes d'information à grande échelle, sur l'échange d'informations supplémentaires transitant par le canal SIRENE et sur la gestion des données biométriques; ils font des visites sur le terrain auprès d'Europol et d'Eurojust. Ils ont pleinement accès aux systèmes de gestion des dossiers du point de contact unique, à savoir le système I-24/7 sécurisé de communications policières mondiales d'Interpol, et ont le droit d'introduire des signalements dans le système d'information Schengen et des notices Interpol. Ils ont également accès aux systèmes et autorisations pertinents de façon équivalente à un agent chargé des dossiers rattaché au bureau SIRENE national et au centre des communications internationales. Cela a permis de disposer d'une expertise sur le système d'information Schengen au sein de chaque division locale. En outre, les agents chargés des dossiers internationaux vérifient tant la qualité que la pertinence juridique des informations demandées, rédigent des messages SIENA devant être envoyés aux officiers de liaison d'Europol et assurent des formations sur la coopération policière internationale au sein du département de police local. [*Finlande, 2023*]
- **La police nationale utilise un système intégré de gestion des dossiers pour faciliter la communication en temps réel, la coordination des ressources et l'attribution des tâches au sein des centres de commandement. La facilité d'utilisation de ce système permet de réagir rapidement et d'assurer une coordination efficace dans des situations dynamiques grâce au partage des commandes et des informations directement avec les patrouilles et les unités spécialisées. Ce système améliore la préparation opérationnelle et la sécurité publique. Il intègre également des**

partenaires majeurs ne faisant pas partie de la police, tels que la Douane, les sapeurs-pompiers et les services ambulanciers, en vue d'un échange d'informations en temps réel et d'une allocation cohérente des ressources. [Tchéquie, 2024]

Organisation

- Le centre permanent de renseignement et d'analyse sur la criminalité de la police, de la Douane et de la Garde-frontières constitue une forme de coopération et de coordination efficaces entre les services répressifs, qui aboutit, entre autres, à des produits communs d'analyse et d'évaluation des menaces. [Finlande, 2018]
- La création de bureaux centraux, la mise en commun des ressources des différentes administrations et l'accent mis sur un type de criminalité précis donnent de très bons résultats opérationnels. [France, 2021]
- Une structure efficace pour produire non seulement l'évaluation nationale des menaces, mais aussi des évaluations consacrées à certaines menaces ou à certains risques. Elle associe un contrôle de qualité organisé au niveau central et une analyse des besoins au niveau régional. La cellule d'analyse stratégique pluridisciplinaire est chargée de l'analyse stratégique de la criminalité. Cette cellule se compose d'une équipe travaillant au niveau national et d'équipes de terrain dans plusieurs régions. Le contrôle de la qualité est maintenu au niveau central, ce qui garantit également la cohérence entre les différents produits analytiques. La cellule produit chaque année l'évaluation nationale des menaces, qui porte essentiellement sur les organisations criminelles. [France, 2021]
- Le protocole d'accord entre la police et la Douane permet une coopération étendue entre les deux administrations, qui prévoit l'échange et le partage d'informations utiles et de renseignements stratégiques, tactiques et opérationnels, notamment en facilitant l'accès mutuel aux bases de données, dans le respect des droits individuels et des règles en matière de protection des données, le développement et la promotion des bonnes pratiques, les procédures pour les questions opérationnelles relatives aux actions communes, les équipes communes de patrouille mobile, les équipes communes d'enquête, les équipes communes de renseignement, le partage d'équipements entre services et la coopération en matière de développement, d'achat, de déploiement et d'utilisation des technologies. [Chypre, 2021]
- Le point de contact unique dispose d'un groupe d'analyse des risques chargé d'analyser plus en profondeur les demandes nationales et internationales, reçues au sein du point de contact unique, de recueillir des informations supplémentaires dans les bases de données disponibles et de fournir des rapports d'analyse sur les tendances et les modes opératoires découverts en matière de criminalité. Les rapports sont ensuite transmis aux procureurs et/ou aux services de police respectifs afin d'étayer les enquêtes pertinentes. [Portugal, 2022]
- La division chargée de la coopération internationale combine l'échange d'informations opérationnelles et la prise de décision stratégique au niveau international. Cette division héberge le point de contact unique national pour les échanges internationaux

d'informations en matière répressive. Elle bénéficie de la représentation des forces de police nationales et régionales ainsi que de la Douane. Les deux autorités compétentes disposent d'un réseau d'experts en matière de coopération policière internationale, qui assistent et conseillent les cellules de renseignement criminel au niveau régional sur l'application des instruments de coopération policière internationale. Les principales autorités répressives forment régulièrement des experts en matière de coopération policière internationale. Ces experts font partie de leur cellule au niveau régional et exercent cette fonction en plus de leur travail quotidien. Les connaissances sont transmises au réseau lors d'une réunion annuelle, au cours de laquelle, par exemple, des agents de liaison nationaux détachés auprès d'Europol sont invités en tant que conférenciers. Entre ces réunions annuelles, les connaissances sur les nouvelles procédures sont transmises au réseau par l'intermédiaire de lettres d'information ou de réunions ad hoc. En outre, les experts du réseau de l'autorité répressive reçoivent une formation habilitante d'une semaine avant de rejoindre le réseau. Ces réseaux d'experts constituent un moyen simple de diffuser des connaissances sur la coopération policière internationale au niveau régional. [Espagne, 2022]

- **L'unité d'information passagers (UIP) nationale est intégrée au point de contact unique (PCU) national et gère toutes les affaires liées aux dossiers passagers (PNR) pour diverses autorités (police, douane, services de renseignement, police militaire, parquet et tribunaux, etc.). Cette intégration rend le système plus complet et renforce le rôle du PCU en tant que pôle d'information général pour tous les échanges internationaux d'informations en matière de sécurité. Le partage d'un système de gestion des dossiers avec d'autres unités du PCU facilite l'intégration et le recoupement des informations, contribuant ainsi à la réalisation d'une analyse plus complète.** [Slovaquie, 2024]

Utilisation des outils d'Europol pour la coopération transfrontière et l'échange d'informations

- Les données provenant du système national d'enquêtes policières sont automatiquement chargées dans le système d'information Europol. La base de données des enquêtes en cours est connectée à un chargeur de données automatisé dans le système d'information Europol. De nouvelles informations sont insérées, les informations existantes sont améliorées et les anciennes informations sont supprimées quotidiennement. Il s'agit d'un processus entièrement automatisé. L'unité nationale Europol traite les réponses positives obtenues entre les enquêtes nationales et les enquêtes étrangères, déjà disponibles dans le système d'information Europol. [Pays-Bas, 2021]
- **Intégration de QUEST (Querying Europol Systems) au système national d'interrogation afin d'effectuer des recherches dans le système d'information Europol. En outre, la portée de la recherche a été étendue à tous les objets disponibles dans le système et la même fonctionnalité de recherche sera mise à la disposition de la Douane. Cela a permis d'augmenter le nombre de recherches,**

faisant de l'État membre le troisième État le plus actif dans l'utilisation de la fonctionnalité de recherche en 2024. [Hongrie, 2024]